Étude des crédits 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **GÉNÉRAUX**

Ministère du Travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

Renseignements généraux de l'opposition officielle

Numéro	Renseignements généraux 2026-2027
1	Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2025-2026 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
2	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : **Par le cabinet ministériel** : a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. **Par le ministère ou l'organisme :** e) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; f)le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'évènements, ventilépar type d'évènement;. h) si l'événement s'est tenu virtuellement. **Par un professionnel ou par une firme externe:** i) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
3	La liste des dépenses en formation de communication : **Organisée par le ministère ou l'organisme** : a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; **Donnée par un professionnel ou une firme externe** : d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
4	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

Numéro	Renseignements généraux 2026-2027
	d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
5	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.
6	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année; b) les coûts totauls réeles pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.
7	De façon séparée et disctincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilépar mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) les distributeurs d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
8	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) les coûts d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Numéro	Renseignements généraux 2026-2027
9	a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2027 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi. f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions). g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés permanents et temporaires. k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ. l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
10	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) le propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résilisation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
11	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel;

Numéro	Renseignements généraux 2026-2027
	d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
12	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
13	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
14	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2026-2027.
17	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
18	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégories.
19	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
20	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.

Numéro	Renseignements généraux 2026-2027
21	Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
22	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
26	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
27	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
28	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
33	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations profesionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
34	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
35	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure: g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.
36	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure: n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
37	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
38	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 : a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
40	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des ocncours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
41	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;

Numéro	Renseignements généraux 2026-2027
	d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communication. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
42	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
43	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
44	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones : a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
47	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
48	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
50	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres); b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés; c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement); d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger; e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire; f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger; g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international; h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'oeuvre locale.
51	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

QUESTIONS NON RÉPONDUES

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2025 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/travail/acces-information#c188396

39. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

15. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

16. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.

23. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

24. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

25. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

29. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

30. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

31. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

32. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

45. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

46. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

49. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2025-2026 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
   - les détails de ces ententes;
   - résultats obtenus à ce jour;
h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucun déplacement hors Québec pour l'année financière 2025-2026.

Les sous-questions c), f), g), et h) ne sont pas répondues car elles ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18)

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/travail/acces-information/depenses-liees-personnes-2024-2025#c289499

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
VALIDATION :
DATE : 24 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

Titre :
Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
f) le but visé par chaque dépense;
g) le nombre total et liste d'évènements, ventilé par type d'évènement;
h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

i) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
m) le but visé par chaque dépense;
n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, le ministre du Travail a participé à plusieurs rencontres avec les acteurs du milieu du travail et il a pris la parole lors de différentes activités. Aucune de ces activités n'a occasionné de dépenses.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : Tous les BSMA du Ministère, BSM
VALIDATION : Direction des opérations financières et comptables
DATE : 13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre :
La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :
a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe **:**
d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégories.

Exposé et statistiques

Aucune dépense de formation en communication en 2025-2026.

SOURCE : Direction générale des communications, MESS
COLLABORATION : DGPR, DGRTEM, BSM
VALIDATION : DGRFC
DATE : 6 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2026-2027, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Exposé et statistiques :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https:/www.seao.gouv.qc.ca. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère :
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/travail/acces-information#c188395

Les informations sur les contrats entre 5 000 $ et 24 999 $ figurent à l'annexe 1.

SOURCE : DGRFC/DGCA - MESS
COLLABORATION : s.o.
VALIDATION : s.o.
DATE : 3 mars 2026

Informations complémentaires à la fiche RG-04
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04_ANNEXE 1

1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Contrats octroyés								
#	**N° contrat**	**Fournisseur**	**Date conclusion**	**Date début**	**Date de fin**	**Montant contrat**	**Mode d'octroi**	**Description du besoin**
1	753048783	Alsco Canada Corporation	2025-07-21	2025-07-21	2026-07-20	9 016,80 $	Appel d'offres sur invitation	Services de nettoyage et désinfection des blouses de protection
2	753048885*	Association des spécialistes en médecine interne du Québec	2025-04-14	2025-05-31	2025-06-01	6 958,03 $	Contrat conclu de gré à gré	Location de kiosque dans le cadre du Congrès annuel 2025
3	753048790	Enveloppe Concept inc.	2025-05-12	2025-05-12	2026-05-11	10 256,95 $	Appel d'offres sur invitation	Service d'impresion d'enveloppes personnalisées
4	753049259	Wolters Kluwer Health	2025-12-18	2026-01-01	2026-12-31	18 847,35 $	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement annuel pour l'aide à la décision médicale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :
Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
   – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

Exposé et statistiques :

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :
https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca.

SOURCE : DBP – MESS
COLLABORATION : DGRFC-SCRFI – MESS
VALIDATION : DGRFC-SCRFI – MESS
DATE : 02 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Annexe - Fiche RG05 - MTRAV

Nom du projet	Nature du projet	Année durant laquelle le projet a été initié	Date de début réelle	Date de fin prévue *(Note 1)*	Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k$)	Plus récentes évaluations du coût du projet (k$)	Sommes totales engagées à ce jour (k$) *(Note 2)*	Estimation des coûts à débourser (k$)	Firmes ou OSBL associés	% de réalisation à ce jour	Nombre d'ETC *(Note 3)*	Consultants externes	Valeur des contrats des consultants (k$)	Évaluation - Logiciel libre *(Note 4)*	Pénalités appliquées aux sous-traitants *(Note 5)*
a)	b)	c)	c)	c)	d)	e)	f)	g)	h)	i)	j)	k)1	k)2	l)	m)
Analyse de l'information en relations de travail	Le projet vise à optimiser et automatiser les processus d'analyse et de traitement des conventions collectives. Source: Sigri	2022-2023	2024-05-28	2026-07-26	709,0	621,4	349,7	271,7	Université Concordia	81%	0,1	Université Concordia	80,9	oui	s.o.

Note 1 : Date de fin prévue du projet ou date de fin réelle si terminé ou annulé.

Note 2 : Les sommes totales engagées à ce jour correspondent aux coûts réels recensés au 31 janvier 2026.

Note 3 : Le nombre d'équivalents en temps complet (ETC) correspond aux efforts antérieurs déclarés dans les BARRI et bilans antérieurs additionnés des efforts réalisés en 2025-2026 au 31 janvier 2026.

Note 4 : S. O. signifie que l'évaluation d'un logiciel libre ne s'applique pas étant donné que le projet vise principalement à modifier ou à améliorer les applications ou les technologies déjà en place.

Note 5 : S. O. signifie qu'aucune pénalité n'a été appliquée dans le cadre de ce projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG06

Titre :
Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
a. les coûts estimés par année;
b. les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d. la liste des fournisseurs;
e. une copie du plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

a) s.o.

b) et c) Pour le ministère du Travail, la facturation globale des solutions infonuagiques en 2025-2026 est de 8 861 $ au 31 janvier 2026. Aucune dépense n'a été occasionnée relativement à des coûts pour dépassement de capacité, par solution infonuagique, pour l'année 2025-2026.

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

e) s.o.

SOURCE : MESS - Direction générale principale des ressources informationnelles et de la transformation numérique (DGPRITN)
COLLABORATION : MTRAV
VALIDATION : s.o.
DATE : 31 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :
De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026 (ventiler par mois), de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   I. a) au Québec;
   II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Les dépenses pour le ministère du Travail, pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 sont les suivantes :

Photocopie :	165 $
Mobilier de bureau et ameublement :	0 $
Décoration et embellissement :	0 $
Distributeur d'eau de source :	0 $
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	114 972 $
Frais d'alcool et de fêtes :	0 $
Perfectionnement :	2 600 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC/DOFC - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 17 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG08

Titre :
De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau de la sous-ministre et de la sous-ministre adjointe) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a. le coût des contrats téléphoniques;
b. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
d. les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e. le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f. les coûts d'acquisition des appareils;
g. le coût d'utilisation des appareils;
h. les noms des fournisseurs;
i. les ordinateurs portables;
j. les iPad ou autre type de tablettes électroniques.

Exposé et statistiques :

- Coût des frais d'itinérance : 2 966,07 $.
- Coût lié aux dépassements des forfaits de données : 0 $.
- Coût de résiliation : 0 $.

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25).

Dépenses du Ministère pour l'année financière 2025-2026 | Gouvernement du Québec

Pour les sous-questions e), i) et j), elles semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

SOURCE : DGRDIA/SSG - MESS
COLLABORATION : s. o.
DATE : 24 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-09

Titre :

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 10 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
   - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés permanents et temporaires.

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-

2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : DGRFC-DEBF-SEB
VALIDATION :
DATE : 2026-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :
Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement et de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2025, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) le propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Les renseignements quant à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué et au coût total de ladite location sont disponibles dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphe 27), Dépenses du Ministère pour l'année financière 2025-2026 | Gouvernement du Québec.

Total des coûts d'aménagement et de rénovation pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 : 0 $.

Durée des baux : le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI).

Propriétaires : le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Coûts de résiliation : le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Les questions h), i), j) et k) ne sont pas répondues puisqu'elles ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : DGRDIA/SSG - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 16 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :
Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :

a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) la valeur estimée de ceux-ci;
c) les coûts d'entretien annuel;
d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne possède aucun actif immobilier.

SOURCE : DGRDIA/SSG - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 10 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :
Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et des autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) la ou les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

En 2025-2026, un total de 274,62 $ a été payé.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale du Québec.

SOURCE : DGRDIA/SSG - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : DGRDIA
DATE : 16 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :
Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
b) le titre de la fonction ;
c) l'adresse du port d'attache ;
d) la masse salariale totale par cabinet ;
e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
h) la description de tâches ;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026 ;
j) le nombre total d'employés au cabinet ;
k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
l) si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques :

Cabinet ministériel de monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail et ministre responsable de la région de la Mauricie

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Acuna, Natalia[1]	Attachée politique	Montréal
Aubert, Mélissa[1]	Conseillère politique	Montréal
Benattia, Amélia[1]	Conseillère politique	Montréal
Boisvert, Andréanne	Attachée politique	Trois-Rivières
Boisvert, Maxime	Attaché politique	Trois-Rivières
Chartrand, Joey[1]	Conseiller politique	Québec
Cortes Lopez, Milena	Attachée politique	Québec
Croteau, Karine	Attaché politique	Montréal
De Choinière, Jean-Phillipe	Directeur de cabinet	Montréal
Dion, Lily	Attachée politique	Trois-Rivières
Foisy, Antoine	Conseiller politique	Montréal
Labouba, Yvana	Conseillère politique	Trois-Rivières
Lafontaine, Valérie[1]	Attachée politique	Trois-Rivières
Mühlemann, Thomas	Conseiller politique	Montréal
Proulx, Emmanuella[1]	Attachée politique	Montréal
St-Pierre, Nathalie	Conseillère politique	Québec
Trahan, Alice[1]	Attachée politique	Trois-Rivières
Vaisberg, Eve[1]	Attachée politique	Montréal

(1) Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2025-2026.

MASSE SALARIALE DU CABINET, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet, ministre du Travail et ministre responsable de la région de la Mauricie

- Masse salariale autorisée au 1er avril 2025 : 986 544 $;

- Masse salariale autorisée au 10 septembre 2025 : 1 032 500 $

- Masse salariale associée à l'exercice financier 2025-2026 est de 1 012 075 $.

SOURCE : DGRH - MESS
COLLABORATION : DGRFC-SEB-MESS
VALIDATION : s. o.
DATE : 2 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :
Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
g) les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucun personnel hors structure au ministère du Travail.

Cependant, une personne cadre est rémunérée par le ministère et est affectée à un autre organisme parapublic non gouvernemental. Une entente de prêt de service est conclue. À ce sujet, référez-vous à la réponse de la question RG17.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION : Bureau de la sous-ministre
VALIDATION :
DATE : 18 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre :
Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Pour 2025-2026, une personne cadre est visée par cette situation :

Poste occupé et nom de l'organisme :
Directrice générale de l'Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)

Assignation initiale :
Directrice de la médiation, de la conciliation et des services de relations du travail

Assignation actuelle :
Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)

Dates de début et de fin de l'entente de prêt de service:
13 janvier 2025 au 15 janvier 2027

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 18 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :
Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :
a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail a déboursé une somme de 334 $ pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

Les fournisseurs sont les suivants :

- L'Actualité;
- Les coops de l'information;
- Thompson Reuters Canada.

L'information fournie inclut le cabinet ministériel.

SOURCE : DGRFC/DOFC - MESS
COLLABORATION : MTRAV - BSMA des relations de travail et des politiques
VALIDATION : s. o.
DATE : 20 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :
Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Pour les éléments demandés, il n'y a eu que des sommes déboursées pour des billets d'événements organisés par la Chambre de commerce de Val-d'Or entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026 pour une somme de 295 $.

SOURCE : DGRFC/DOFC - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 11 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
i) la fréquence moyenne de mise à jour;
j) le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques

Site du ministère du Travail - www.travail.gouv.qc.ca

Note **:** Les contenus du site Web ont été transférés vers Québec.ca le 17 septembre 2025.

b) Conception du site : Intellia inc.
c) Coûts de construction du site : 7 565 $ (1998)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2025-2026) : 0 $
e) Coûts de modernisation ou de refonte : S. O.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaine : 228 $

Précisions sur les données fournies :
c), d), e) Les coûts mentionnés sont ceux facturés par des ressources externes.

Le site Québec.ca est administré par le ministère du Conseil exécutif (MCE). L'ensemble des coûts relatifs à ce site sont documentés exclusivement dans les réponses produites par le MCE.

Les sous-questions crédits : f), g), i) et j) ne sont pas répondues, car elles ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

SOURCE : MESS - Direction générale principale des ressources informationnelles et de la transformation numérique (DGPRITN)
COLLABORATION : Direction générale des communications
VALIDATION : DGRFC
DATE : 19 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :
Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
a) les régions et les villes visitées;
b) les personnes rencontrées;
c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
d) les raisons du déplacement;
e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
f) les coûts ventilés;
g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques :

Aucune dépense pour une tournée ministérielle ou sous-ministérielle dans les régions du Québec en 2025-2026.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION : Direction générale des communications
DATE : 19 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Titre :
La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

a) le détail des mandats;
b) le coût (déplacements, etc.);
c) le nombre de ressources affectées;
d) le nombre de rencontres;
e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
f) l'objet;
g) les dates.

Exposé et statistiques :

Le cabinet ministériel a une adjointe parlementaire : Mme Carole Mallette, députée de Huntingdon, depuis le 17 septembre 2025.

Coût : 0 $

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
DATE : 10 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :
Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement, pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

SOURCE : DGRFC/DOFC/SOF - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : DGRFC/DEBF/SEB - MESS
DATE : 11 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Aucune prime au rendement ou boni n'a été versé pour l'année financière 2025-2026.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 9 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financières 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée pour l'année financières 2025-2026.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2026-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :
Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail a déboursé, pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, une somme de 16 950 $.

La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le ministère du Travail a versé un paiement pour cotisation ainsi que le nombre d'employés en ayant bénéficié est présentée en annexe.

SOURCE : DGRFC/DOFC - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 9 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33 - ANNEXE 1 - Liste des remboursements de cotisations

Titre :
Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail 1er avril 2025 au 31 janvier 2026	Montants	Nb Bénéficiaire
ACALO	1 500 $	Institution[1]
Ass. des prof. en accès à l'info. et en protec. de la vie privée (A.A.P.I.)	250 $	1
Association of Labor Relations Agencies	684 $	1
Barreau du Québec	6 138 $	3
Collège des médecins du Québec	5 895 $	3
École nationale d'administration publique (ENAP)	1 700 $	2
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	783 $	Institution[1]
Total général	**16 950 $**	

[1] Cotisation annuelle pour laquelle la facture ou le site Internet ne permet pas de déterminer le nombre de bénéficiaires autorisés.

SOURCE : DGRFC/DOFC - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 6 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :
Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Exposé et statistiques

Aucun montant n'a été dépensé par le Ministère en 2025-2026 pour l'achat de crédits carbone.

SOURCE :	Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance - MESS
COLLABORATION :	Secteur des services à la gestion (SSG) - MESS
VALIDATION :	Service des opérations financières (SOF) - MESS
DATE :	16 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG35

Titre :
Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :
g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2023-2026

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail a élaboré son Plan d'action à l'égard des personnes handicapées en 2023. Le *Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2023-2026* (PAPH), incluant le bilan 2024-2025 ainsi qu'une mise à jour 2025-2026 est disponible sur le site Internet du ministère du Travail :
https://cdn-contenu.quetec.ca/cdn-contenu/adm/min/travail/publication-adm/plans-orientations/MAJ2025_PAPH_2023-2026_MTRAV.pdf

Les coûts liés à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action sont assumés à même les budgets de fonctionnement du ministère du Travail.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques / Direction des études et de l'information sur le Travail (DEIT)

VALIDATION :

DATE : 17 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :
Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure: n) Plan d'action de développement durable.

Exposé et statistiques :

- Le plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028 a été adopté le 20 octobre 2023 par le comité exécutif du MTRAV.
- Il couvre la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2028 et comprend six actions :

Action 1 : **Réaliser des interventions pour soutenir les milieux de travail dans l'amélioration de leurs relations de travail**

- Cible établie en 2025-2026 : 80 % des conventions collectives conclues en conciliation sans arrêt de travail ni arbitrage.
- En 2024, 76,7 % des conventions collectives ont été conclues sans arrêt de travail ni arbitrage.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 dans des interventions visant à soutenir les milieux de travail dans l'amélioration de leurs relations de travail : s. o.

Action 2 : Évaluer la durabilité des interventions ministérielles

- Cible établie en 2025-2026 : 65 % des interventions ministérielles aient fait l'objet d'une évaluation de la durabilité.
- En date du 31 janvier 2026 : 100 % des interventions ministérielles avaient été évaluées.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour évaluer les interventions ministérielles : s. o.

Action 3 : Accroître la part des acquisitions responsables liées à un contrat

- Cible établie en 2025-2026 : 40 % du nombre d'acquisitions liées à un contrat soient responsables, c'est-à-dire qu'elles intègrent au moins un critère responsable.
- En date du 31 janvier 2026, 43,8 % des acquisitions liées à un contrat étaient responsables.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour accroître la part des acquisitions responsables liées à un contrat : s. o.

Action 4 : Améliorer la maturité numérique responsable

- Cible établie en 2025-2026 : 50 % (niveau intermédiaire) pour l'indice de maturité numérique responsable du Ministère.
- En date du 31 janvier 2026, la note du Ministère était de 54,6 % (niveau intermédiaire) pour son indice de maturité numérique responsable.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour améliorer la maturité numérique responsable : s. o.

Action 5 : Ajouter des installations permettant la collecte des matières organiques dans les bureaux du Ministère

- Cible établie en 2025-2026 :100 % des bureaux dont les installations offrent la collecte des matières organiques.
- En date du 31 janvier 2026, 25 % des bureaux offraient la collecte des matières organiques.

- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour ajouter des installations permettant la collecte des matières organiques : s. o.

Action 6 : Favoriser le transport actif, le transport collectif et les solutions de rechange à l'auto solo

- Cible établie en 2025-2026 : 34 % du personnel qui utilise régulièrement un mode de transport actif, collectif ou une solution de rechange à l'auto solo.
- La proportion du personnel qui utilise régulièrement un mode de transport actif, collectif ou une solution de rechange à l'auto solo sera disponible en avril 2026.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour favoriser les modes de transport durable : s. o.

Conclusion :

- Le PADD 2023-2028 est disponible sur le site de Québec.ca.
- Les résultats du PADD 2023-2028 seront publiés dans le Rapport annuel de gestion 2025-2026 du MTRAV.

SOURCE :	Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance (DGGAP) - MESS
COLLABORATION :	Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale (DGRTEM) - MTRAV Secteur des services à la gestion (SSG) – MESS Secteur des partenariats de Services Québec et des ressources informationnelles (SPSQRI) - MESS
VALIDATION :	SSG – MESS
DATE :	23 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Titre :
Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, une dépense de 400 $ a été effectuée par le ministère du Travail pour le remboursement d'achats de matériel requis pour le télétravail.

SOURCE : DGRFC/DOFC - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 9 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Titre :
Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :
a) les sommes dépensées;
b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Exposé et statistiques :

a) Les sommes dépensées : aucune dépense

b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière : aucune dépense

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https:/ /www.seao.ca/

Les engagements financiers de 25 000 $ et plus feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/travail/acces-information/contrats-engagements-financiers.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 20 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2025-2026.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : DGPR, DGRTEM, BSM
VALIDATION: DGRFC
DATE : 11 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-41

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Exposé et statistiques

En date du 31 janvier 2026 :

a) Les employés de la Direction générale des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 :

b) 29 198,07 $ en produits de communication, incluant la veille médiatique

c) Question non pertinente à l'étude des crédits

d) Veille médiatique:

- I.C.I Influence communications inc. : 19 424,40 $
- Référence média : 2 575 $
- L'Actualité : 84 $
- COOP de l'information : 139,95 $

SOURCE : Direction générale des communications
VALIDATION : Direction des opérations financières et comptables
DATE : 11 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :
Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

a) Les dates ;
b) L'endroit précis ;
c) La liste des personnes présentes ;
d) L'ordre du jour ;
e) Les procès-verbaux ;
f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Exposé et statistiques :

En 2025-2026, il n'y a pas eu de rencontre de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » par le ministère.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 19 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :
Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
a) Nombre de stagiaires reçus ;
b) Heures de stages effectués ;
c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de stagiaires reçus :
Au 21 janvier 2026, aucune personne n'a œuvré comme stagiaire au Ministère au cours de la période 2025-2026.

b) Heures de stages effectuées :
Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Rémunération totale déboursée :
Au 21 janvier 2026, aucune dépense en rémunération pour les stagiaires puisqu'aucun stagiaire n'a œuvré au sein du Ministère au cours de la période 2025-2026.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 9 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre :
Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :

a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2025-2026, il n'y a eu aucune dépense allouée à la consultation des représentants des Premières Nations ou des Inuit.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION :
DATE : 19 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Titre :
Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne possède aucun actif immobilier.

SOURCE : DGRDIA/SSG - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 10 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Titre :
Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);
b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés;
c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);
d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger;
e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;
f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger;
g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international;
h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'oeuvre locale.

Exposé et statistiques :

a) Le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres)

Aucun employé n'a été recruté à l'étranger au ministère du Travail.

b) Le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement)

Aucune activité de recrutement internationale n'a été effectuée au ministère du Travail.

d) Le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

e) Les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire

Aucune catégorie d'emploi n'a été jugée nécessaire pour le recrutement international.

f) Le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

g) Toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

h) Les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'oeuvre locale

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2026-03-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre :
La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Il n’y a eu aucun comité formé par le Conseil exécutif en 2025-2026.

SOURCE : Secrétariat général du ministère du Travail
COLLABORATION : Secteur des relations du travail et des politiques
DATE : 19 février 2026